

RESTRUCTURATION DU SECTEUR DU LOGEMENT SOCIAL

Plusieurs décrets donnant des précisions sur les regroupements des organismes de logement social :

- Les clauses types des sociétés de coordination (SAC)
- La notion de logements gérés
- Les conséquences sur la CGLLS (Caisse de Garantie du Logement Locatif Social)
- La circulation des capitaux entre organismes

Publication et application

2^{ème} trimestre 2019

Ordonnance relative à la vente de logements appartenant à des organismes HLM à des personnes physiques avec application différée du statut de copropriété.

Publication et application

15 mai 2019

Ordonnance relative à l'expérimentation d'une politique des loyers prenant mieux en compte la capacité financière des ménages nouveaux entrants du parc social.

Publication et application

15 mai 2019

Ordonnance portant sur l'adaptation du mode de calcul du supplément de loyer de solidarité.

Publication et application

15 mai 2019

Décret relatif à la mise en œuvre de l'obligation de cotation de la demande de logement social.

Publication Application

Fin 1^{er}
trimestre
2019

Max 31
décembre
2021

Décret relatif aux sociétés de vente d'habitations à loyers modérés.

Publication et application

2^{ème} trimestre 2019

IMH

Décret précisant la définition des Immeubles de Moyenne Hauteur (IMH) qui sont à usage d'habitation et sont compris entre 28 et 50m de hauteur.

Publication et application

15 mai 2019

Décret fixant les règles de sécurité incendie et les travaux de modification des Immeubles de Moyenne Hauteur (IMH), et plus précisément sur les travaux de rénovation de leurs façades.

Publication et application

16 mai 2019

RÈGLEMENT DE LA CONSTRUCTION

Décret définissant la notion de logements évolutifs. Pour rappel, la loi ELAN impose que 30% des logements soient accessibles PMR et les 70% restants soient évolutifs. Un arrêté devrait encore paraître pour définir ce qu'implique la notion de «travaux simples».

Publication Application

11 mai
2019

Demandes de PC
déposées à
compter du
01.10.19

Décret concernant la réduction de 4 à 2 mois du délai d'autorisation du bailleur pour des travaux d'adaptation du logement aux personnes en situation de handicap ou perte d'autonomie réalisés par le locataire.

Publication et application

11 mai 2019

Décret relatif à l'Agence Nationale de Rénovation Urbaine : il modifie la gouvernance de l'Agence. Le Conseil d'administration passe de 36 à 18 membres avec, un collège de six représentants des collectivités territoriales, des parlementaires et des personnalités qualifiées.

Publication et application

13 mai 2019

Décret relatif aux conditions de décence auxquelles un logement doit répondre.

Publication et application

1^{er} trimestre 2019